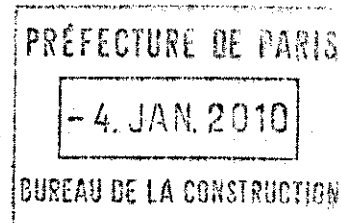




DIRECTION DES TRANSPORTS ET DE LA PROTECTION DU PUBLIC
Sous-Direction de la Sécurité du Public



Bureau des Permis de Construire et Ateliers

Références à rappeler :

DTPP / SDSP / BPCA / PC

N° Dossier : 090719

Lot M5B2

Paris, le 24 DEC. 2009

Catégorie : 1^{ère} – Type : R avec activité de type N

Affaire suivie par Mlle Laurence VERGNE

Tél. : 01 49 96 36 69

Fax. : 01 49 96 37 69

LE PREFET DE POLICE

A

MONSIEUR LE PREFET DE LA REGION D'ILE-DE-FRANCE

PREFET DE PARIS

DIRECTION DE L'URBANISME DU LOGEMENT ET DE L'EQUIPEMENT
SOUS-DIRECTION DE L'URBANISME ET DE LA CONSTRUCTION
BUREAU DE LA CONSTRUCTION

O B J E T : Demande de permis de construire n° 09 P 0073 concernant la construction d'un bâtiment universitaire – 11/17, rue Antoine de Baïf – 12/24, rue J. Simon à Paris 13^{ème}.

Référence : Votre lettre DULE/SDCUC/BC/075 113 09 P 0073 du 13 août 2009 reçue le 3 novembre 2009.

P. Jointes : 2 annexes et 3 procès-verbaux (sécurité incendie, accessibilité, sécurité publique).

Par lettre visée en référence, vous m'avez transmis, pour avis, un dossier relatif à la demande de permis de construire rappelée en objet.

S'agissant de la construction d'un bâtiment universitaire pour l'université Paris-Diderot, constituant un établissement recevant du public de 1^{ère} catégorie susceptible de recevoir un effectif de 4090 personnes, le dossier comportait, conformément aux dispositions de l'article L 111.3.1 du code de l'urbanisme, une étude de sécurité publique.

La Délégation Permanente siégeant en formation sécurité incendie, la sous-commission pour la sécurité publique et la Délégation Permanente siégeant en formation accessibilité réunies en séance, respectivement les 8, 10 et 15 décembre 2009, ont émis, chacune pour ce qui la concerne, un **avis défavorable** au projet tel que présenté en raison des anomalies contenues en annexes.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté Egalité Fraternité

PREFECTURE DE POLICE - 9, boulevard du Palais - 75195 PARIS CEDEX 04 - Tél. : 01 53 71 53 71 ou 01 53 73 53 73

Serveur vocal : 08 91 01 22 22 (0,225 € la minute)

3611 PREFECTURE DE POLICE (gratuit les trois premières minutes puis 0,112 € par tranche de deux minutes)

<http://www.prefecture-police-paris.interieur.gouv.fr> - mël : cabcom.prefecturepoliceparis@interieur.gouv.fr

Il convient d'inviter le pétitionnaire à soumettre un nouveau dossier, accompagné de plans et de coupes spécifiques à la sécurité incendie, à l'accessibilité des personnes à mobilité réduite et à l'étude de sécurité publique, tenant compte des observations émises en annexes.

Le service des architectes de sécurité se tient à la disposition du pétitionnaire pour toute information complémentaire jugée utile, chaque mardi à partir de 16 heures, 1^{er} étage, salle Georges Dubret, à la direction des transports et de la protection du public, 12, quai de Gesvres à Paris 4^{ème}.

A partir du 12 janvier 2010, la consultation des architectes de sécurité se déroulera le mardi après-midi à partir de 16 heures au 7, boulevard Morland à Paris 4^{ème}.

Pour préparer la consultation avec un architecte de sécurité le mardi après-midi, une fiche de pré-inscription est disponible sur le site de la préfecture de police :

<http://www.prefecture-police-paris.interieur.gouv.fr/>
page d'accueil - menu « prise de rendez-vous architectes de sécurité »
Secrétariat des architectes au 01.49.96.35.56.

Par ailleurs, le Service Information et Sécurité (SIS) se tient également à la disposition du pétitionnaire pour toute information complémentaire relative à l'étude de sécurité publique, au 30/32, rue Hénard à Paris 12^{ème} – Tél. : 01 56 95 12 30.

P/ LE PREFET DE POLICE
Le sous-directeur de la sécurité du public



Gérard LACROIX



PREFECTURE DE POLICE

DIRECTION DES TRANSPORTS ET DE LA PROTECTION DU PUBLIC
Sous-Direction de la Sécurité du Public

Bureau des Permis de Construire et Ateliers

Références à rappeler :

DTPP / SDSP / BPCA / PC

N° Dossier : 090719

N° BSPP : 24040-P7-M5B2

Paris, le 24 DEC. 2009

Catégorie : 1^{ère} – Type : R avec activité de type N

OBSERVATIONS

DE LA DELEGATION PERMANENTE DE LA COMMISSION DE SECURITE SIEGEANT EN FORMATION SECURITE ET ACCESSIBILITE

Concernant la sécurité incendie

- le projet ne présente aucune information concernant l'isolement des locaux à risques ;
- il n'est pas indiqué si le projet prévoit des espaces d'attente sécurisés, tels que définis à l'article CO 34 § 6 du règlement de sécurité du 25 juin 1980 modifié, permettant d'atteindre l'objectif défini à l'article GN 8 ;
- un isolement de l'établissement de degré coupe-feu 2 heures par rapport aux voies ferrées du TGV et de la petite ceinture est prévu, toutefois insuffisant au regard de l'article GA 17.2.3.2 « Gare souterraine ou partie souterraine de gare mixte ».
Les dalles supérieures d'isolement doivent être au moins coupe-feu de degré 3 heures ou REI 180 si elles sont surmontées d'une construction dont le plancher du dernier niveau est situé à 28 mètres au maximum et à plus de 8 mètres par rapport au niveau de référence pour les gares où transitent également des trains transportant des marchandises ;
- la stabilité des éléments porteurs des tunnels TGV et petite ceinture n'est pas communiquée. De plus, les dates de réalisation et de mise en service de ces voies ne sont pas connues ;
- en raison de la déclivité de la voie publique, quatre des cinq baies accessibles du 8^{ème} étage de la façade principale (côté boulevard du général Jean Simon) sont situées au-dessus du seuil des 28 mètres et de ce fait inaccessibles aux échelles aériennes des services de secours (plancher bas du niveau le plus haut à 28,58 mètres au niveau le plus défavorable) ;
- le linéaire principal de façade accessible est planté d'arbres qui empiètent sur la voie échelles ;
- toutes les baies du pignon nord-est (côté allée d'Ivry) situées à plus de 6 mètres du bord de la voie échelles sont inaccessibles aux échelles aériennes ;
- il est prévu d'installer un équipement d'alarme de type 2b avec un système de sécurité incendie de catégorie B alors que cette association est interdite par la norme NF S 61-931 ;

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Egalité Fraternité

PREFECTURE DE POLICE - 9, boulevard du Palais - 75195 PARIS CEDEX 04 - Tél. : 01 53 71 53 71 ou 01 53 73 53 73

Serveur vocal : 08 91 01 22 22 (0,225 € la minute)

<http://www.prefecture-police-paris.interieur.gouv.fr> – mél : courriel.prefecturepoliceparis@interieur.gouv.fr

- les circulations horizontales des 4^{ème} au 8^{ème} étages dans la partie « sciences humaines » présentent une largeur de 1 m (au lieu de 1,40 m minimum) non conforme à l'article CO 36 §3 du règlement de sécurité précité ;
- certains locaux pouvant recevoir plus de 50 personnes ne présentent pas de portes ouvrant vers l'extérieur (article CO 45 §1) ;
- certains locaux pouvant recevoir plus de 19 personnes ne possèdent pas 2 sorties conformément aux dispositions de l'article CO 38 §1-b (ex : salle TD n°9 au 1^{er} étage) ;
- les portes d'accès à l'escalier n° 5 présentent une largeur de 0,90 m, non conforme à l'article CO 36 §3. Les établissements, locaux, niveaux, secteurs ou compartiments totalisant un effectif de plus de 200 personnes ne doivent pas comporter de dégagements normaux ayant une largeur inférieure à deux unités de passage, soit 1,40 m ;
- certains débouchés d'escaliers ne sont pas conformes à l'article CO 55 §2. Les paliers doivent avoir une longueur égale à la largeur des escaliers, notamment les escaliers n° 12 au 1^{er} étage, n° 6 et 11 au niveau entresol et n° 4 au rez-de-chaussée haut ;
- les escaliers n° 1 et 2 totalisant respectivement une largeur de 9 et 7 unités de passage selon les niveaux ne pas recoupés par une main courante intermédiaire conformément à l'article CO 55 §1 ;
- l'escalier droit n° 7 reliant la terrasse du 1^{er} étage au jardin du niveau entresol possède 32 marches, ce qui n'est pas conforme à l'article CO 55 §1 ;
- les portes de recoupement de circulations horizontales ne sont pas toutes en va-et-vient : ce qui n'est pas conforme à l'article CO 45 §4 ;
- aucune indication n'est donnée sur le chauffage et la ventilation ainsi que sur les dispositions prises pour commander le désenfumage ;

Concernant l'accessibilité des personnes handicapées

- les locaux attenants aux circulations de 1 m de largeur du 4^{ème} au 8^{ème} étages ne sont pas accessibles aux personnes à mobilité réduite ;
- le prolongement généralisé des mains courantes d'escaliers n'est pas prévu, conformément à l'article 7-1 §3 de l'arrêté du 1^{er} août 2006 modifié relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public et installations ouvertes au public lors de leur construction ou de leur création aux personnes handicapées ;
- au rez-de-chaussée bas, les bureaux « imprimerie » ne sont pas accessibles car la largeur du couloir est de 1 m et la distance de 30 cm entre la porte et le nu du mur n'est pas respectée ;
- à l'étage intermédiaire, aucune précision n'est donnée sur l'accessibilité du logement de fonction (installation de la salle de bain et des sanitaires) ;
- au niveau de la placette intermédiaire, il n'y a qu'un seul escalier et aucun ascenseur ;
- aux rez-de-chaussée haut, 1^{er}, 2^{ème} et 3^{ème} étages, les sanitaires handicapés se trouvent dans des blocs différents des sanitaires communs ;

- au 1^{er} étage, les ouvertures des portes ne permettent pas une largeur de palier suffisante (escalier n° 12) ;
- les documents fournis relatifs à l'accessibilité ne sont pas conformes aux exigences de l'arrêté du 11 septembre 2007. Les informations suivantes, importantes pour les handicapés visuels, font défaut :
 - plan coté des cheminements extérieurs, raccordement à la voirie, accessibilité depuis les transports publics (article 2 §1) ;
 - plan coté des circulations intérieures (article 2 §2) ;
 - couleurs et contraste des sols, murs et plafonds ;
 - guidage entre l'entrée et l'accueil ;
 - éclairage et signalisation.



PREFECTURE DE POLICE

DIRECTION DES TRANSPORTS ET DE LA PROTECTION DU PUBLIC
Sous-Direction de la Sécurité du Public

Bureau des Permis de Construire et Ateliers

Références à rappeler :
DTPP / SDSP / BPCA / PC
N° Dossier : 090719
Lot M5B2

Catégorie : 1^{ère} – Type : R avec activité de type N

Affaire suivie par Mlle Hélène POLOMACK

Tél. : 01 49 96 36 79

Fax. : 01 49 96 37 69

Paris, le 24 DEC. 2009

OBSERVATIONS DE LA SOUS COMMISSION POUR LA SECURITE PUBLIQUE

Le projet porte sur la construction d'un bâtiment universitaire destiné aux UFR de sciences sociales et de langues dans l'enceinte de l'université Paris Diderot 11/17, rue Antoine de Baïf – 12/24, rue J. Simon à Paris 13^{ème}.

L'étude de sécurité publique ne remplit pas les conditions et les objectifs définis par l'article R.111-49 du code de l'urbanisme en ce qui concerne les points suivants :

1. DIAGNOSTIC

D'une manière générale, le diagnostic très succinct ne s'est pas appuyé sur le tissu social, économique ou associatif environnant. S'agissant du diagnostic social et économique les données dont les plus récentes datent de 1999.

Le diagnostic de la délinquance ne comporte aucun des éléments communiqués par les services de police, le cabinet rédacteur n'ayant pas attendu la transmission des chiffres pour rédiger l'étude.

En outre, les événements grevant la faculté de Tolbiac, comprise dans le périmètre de l'ESP, n'ont pas été mentionnés alors qu'il s'agit d'un des baromètres majeurs de l'étude.

De même, l'activité de la faculté Paris Diderot, en terme de revendications, n'a pas été évoquée.

Les structures existantes n'ont fait l'objet d'aucune présentation et aucun des éléments fournis ne permet d'évaluer l'importance de cette université.

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Egalité Fraternité

PREFECTURE DE POLICE - 9, boulevard du Palais - 75195 PARIS CEDEX 04 - Tél. : 01 53 71 53 71 ou 01 53 73 53 73

Serveur vocal : 08 91 01 22 22 (0,225 € la minute)

<http://www.prefecture-police-paris.interieur.gouv.fr> – mél : courriel.prefecturepoliceparis@interieur.gouv.fr

2. ANALYSE DE RISQUE

Certains risques tels que les détournements d'espaces, liés à l'architecture des bâtiments (patios, jardin intérieur, parkings..), ou les agressions, n'ont pas été suffisamment pris en compte.

Aucune analyse n'a été faite sur les points suivants :

- ✓ dégradations volontaires intérieures ;
- ✓ vols simples et vols avec effraction dans les locaux ;
- ✓ vols de documents sensibles dans les bâtiments des chercheurs (M3A2 et M5B2) ;
- ✓ agressions dans les parcs de stationnement ;
- ✓ terrorisme (événement jugé improbable).

En outre, aucune évaluation des vulnérabilités, liée à la présence des prises d'air neuf, n'a été effectuée.

La problématique du passage de trains sous le bâtiment M5B2 a été entièrement ignorée dans cette étude.

3. RECOMMANDATIONS

Les recommandations font plus référence à la sécurité incendie qu'à la sûreté, pourtant objet central d'une étude de sécurité publique.

Si certaines mesures apparaissent pertinentes, elles sont cependant souvent générales, parfois au conditionnel, laissant supposer que la maîtrise d'ouvrage ou la maîtrise d'œuvre n'a pas été sollicitée ou n'a pas donné son accord notamment pour la vidéosurveillance, le poste central (PC) de sécurité, la télésurveillance etc.

Aucune indication n'est fournie sur les éléments mécaniques, optoélectroniques, humains et organisationnels devant être mis en place pour diminuer ou supprimer les risques énoncés dans l'analyse de risque.

Aucune protection n'est prévue pour le groupe électrogène, la fermeture des escaliers donnant sur l'extérieur, les boîtiers d'éclairage des façades et l'accès du parc de stationnement (dispositifs anti-intrusion).

Les points suivants n'ont pas été abordés dans l'ESP :

- ✓ détail des flux, des accès, des contrôles d'accès, du zoning, des zones de couverture vidéo ;
- ✓ localisation, superficie et armement du PC de sécurité ;
- ✓ prévention des cambriolages en équipant le site d'alarme volumétrique et de contrôle d'accès ;
- ✓ protection des terrasses (vidéosurveillance, condamnation des accès depuis le PC) ;
- ✓ mesures prises contre le terrorisme ;
- ✓ problématique de la cohabitation de l'université avec les installations sportives ouvertes au public ainsi que la cohabitation avec les chercheurs aux horaires décalés.

En outre, la surveillance H24 du bâtiment semble incertaine.

DIRECTION DES TRANSPORTS ET DE LA PROTECTION DU PUBLIC

DELEGATION PERMANENTE DE LA COMMISSION DE SECURITE

AVIS SUR LES PERMIS DE CONSTRUIRE

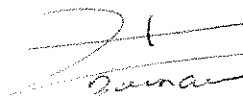
ARRTS	OBJET - ADRESSE	DATE AVIS	NATURE AVIS
13ème	11/17, rue Antoine de Baïf - 12/24, bld J. Simon P.C. 075 113 09 P 0073 - Info : 090719 UNIVERSITE PARIS DIDEROT LOT M5B2	24 DEC. 2009	DEFAVORABLE

LE SOUS-DIRECTEUR DE LA SECURITE DU PUBLIC

P. LA B.S.P.P.



P. LES ARCHITECTES DE SECURITE

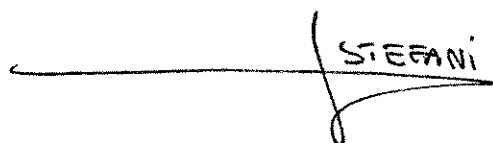


P. LE LABORATOIRE CENTRAL



T. Antonier

P. LE S.T.I.L.C.



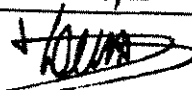
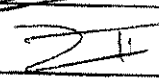
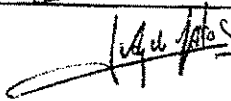
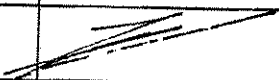
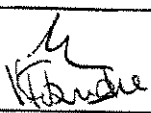
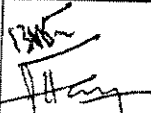


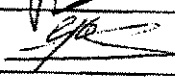
STEFANI

DIRECTION DES TRANSPORTS ET DE LA PROTECTION DU PUBLIC

DELEGATION PERMANENTE DE LA COMMISSION D' ACCESSIBILITE

Mardi 15 décembre 2009

AVIS SUR LES DOSSIERS PRESENTES (BERP - BPCA - BHF - BSH)

	NOM	SIGNATURE
PRESIDENT sous-directeur de la sécurité du public	M. LACROIX	
architecte de sécurité de la Préfecture de Police	M. BOURGOIN	
Brigade de sapeurs-pompiers de Paris	Lieutenant Colonel VAZ DE MATOS Commandant LAUNAY	
Laboratoire central de la Préfecture de Police	M. BATONNIER H. GAREL	
Pour la direction des affaires sanitaires et sociales de Paris		
Direction des affaires sanitaires et sociales de Paris	M. LEONE Mme ANDREU Mme GRUSON	
Pour les associations représentatives des personnes handicapées		
Association parisienne de parents et amis de personnes handicapées mentales	M. SALLE M. FLANDRE	
Association Valentin Haüy pour le bien des aveugles	M. DESMOULINS M. LEVAVASSEUR M. HENRY ✓ M. GRIMBERT	
Association des paralysés de France	Mme MAUCERI M. CHOMET M. NEKKAB Mme DEQUERO M. BERNARD	
Groupe pour l'insertion des personnes handicapées physiques	M. COLAS	parti
Pour les propriétaires et gestionnaires de logement		
Paris habitat OPH	M. BOUVIER	
ICF La Sablière	Mme MANCEAU	
Fédération nationale de l'immobilier	M. TERRIOUX	excusé
Confédération nationale des administrateurs de biens	M. DAUCHEZ	



PREFECTURE DE POLICE

DIRECTION DES TRANSPORTS ET DE LA PROTECTION DU PUBLIC

SOUS-COMMISSION POUR LA SECURITE PUBLIQUE du 10 décembre 2009

AVIS SUR LES PERMIS DE CONSTRUIRE - UNIVERSITE PARIS DIDEROT

ARRT	OBJET - ADRESSE	DATE AVIS	NATURE AVIS
13ème	ZAC Paris Rive Gauche PC 075 113 09 P 0073 PC 075113 09 P 0049	10 DEC. 2009	DEFAVORABLE

	NOM	AVIS	SIGNATURE
PRESIDENT Le Sous-Directeur de la sécurité du Public	M. Gérard LACROIX	Favorable	
Le représentant du Préfet de Paris Direction de l'urbanisme et de la construction	Mme Caroline PROSPERO	Défavorable	
Le représentant du Maire de Paris Directeur de la Prévention et de la Protection	M. Michel GIRAUDET	Défavorable	
Le représentant du Maire du 13ème arrondissement	Mme MIGNOT	Défavorable	KEMIANET
Brigade de sapeurs pompiers de Paris - Bureau Prévention	Commandant LAUNAY	Défavorable	
Service Information et Sécurité Cabinet du Préfet de Police	M. Laurent SKARNIAK	Défavorable	
Direction de l'Ordre Public et de la Circulation	M. François FILIPPI	Défavorable	
Direction de la Sécurité de Proximité de l'Agglomération Parisienne	Mme Emmanuelle MEDINA	Défavorable	

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté Egalité Fraternité

PREFECTURE DE POLICE - 9, boulevard du Palais - 75195 PARIS CEDEX 04 - Tél. : 01 53 71 53 71 ou 01 53 73 53 73

Serveur vocal : 08 91 01 22 22 (0,225 € la minute)

3611 PREFECTURE DE POLICE (gratuit les trois premières minutes puis 0,112 € par tranche de deux minutes)

<http://www.prefecture-police-paris.interieur.gouv.fr> - mél : cabcom.prefecturepoliceparis@interieur.gouv.fr